

**COMMUNIQUÉ  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE**

**ALENA : LE GOUVERNEMENT CANADIEN NE DOIT PAS SACRIFIER ENCORE UNE  
FOIS LES PRODUCTEURS LAITIERS**

**Longueuil, le 30 septembre 2018** - À quelques heures de l'échéance fixée par l'administration américaine pour renouveler l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les secteurs sous gestion de l'offre s'inquiètent vivement des concessions possibles du gouvernement canadien, plus particulièrement dans le secteur laitier.

**« Le gouvernement du Canada doit résister aux demandes injustifiées des États-Unis et continuer de refuser toute concession dans les secteurs sous gestion de l'offre. Nos producteurs n'ont pas à faire les frais de chaque négociation commerciale. Ça suffit! », a déclaré le président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et porte-parole du Mouvement pour la gestion de l'offre, Marcel Groleau.**

La gestion de l'offre au Canada génère plus de 350 000 emplois. Le secteur laitier en génère à lui seul 221 000 et contribue à la hauteur de 19,9 G\$ au PIB. Au Québec, les 6 513 fermes familiales des productions sous gestion de l'offre génèrent 116 000 emplois et sont à la source de 8,7 G\$ en contributions au PIB et de 2,1 G\$ en retombées fiscales. Elles jouent un rôle déterminant dans l'occupation du territoire de nos régions.

**« La production laitière est névralgique pour l'économie du Québec et du Canada. Il est désolant d'apprendre par les médias que des concessions pourraient avoir été consenties. Le silence des autorités fédérales, dans les circonstances, est inacceptable et rappelle de biens mauvais souvenirs. Est-ce que l'avenir du Canada, c'est de produire des Chevrolet Impala ou de nourrir sa population? », a conclu M. Groleau.**

Comme l'affirmait récemment le premier ministre du Québec Philippe Couillard, « Nulle part il est écrit que le Canada et le Québec doivent servir de déversoir à la surproduction laitière américaine ». Pour le Mouvement pour la gestion de l'offre, les négociateurs canadiens doivent garder en tête que le garde-manger collectif d'une nation n'est pas une vulgaire marchandise. Il s'agit, dans ce cas-ci, d'une véritable question de sécurité nationale.

Rappelons que le gouvernement canadien a cédé des parts de marché sous gestion de l'offre lors des deux dernières négociations commerciales, celle conclue avec l'Union européenne (AECG) et celle du Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). Ces concessions représentent des pertes financières permanentes et récurrentes de 260 M\$ par année pour les producteurs de lait, des pertes pour lesquelles les producteurs n'ont jamais été indemnisés.

**Infos :**

**Patrice Juneau**

Conseiller principal, Affaires publiques et relations médias  
L'Union des producteurs agricoles  
514 702-8591 [pjuneau@upa.qc.ca](mailto:pjuneau@upa.qc.ca)

**François Dumontier**

Directeur adjoint, relations publiques et gouvernementales  
Les Producteurs de lait du Québec  
514 713-0530, [fdumontier@lait.qc.ca](mailto:fdumontier@lait.qc.ca)